

## Nkurunziza en campagne, boude le sommet est-africain sur le Burundi

@rib News, 06/07/2015 â€“ Source AFP Le chef de l'Etat burundais Pierre Nkurunziza, en campagne pour la présidentielle controversée du 15 juillet, n'ira pas au sommet des chefs d'Etat est-africains consacré lundi à la crise politique dans son pays, a-t-on appris de sources présidentielles. "Le président Pierre Nkurunziza ne va pas participer au sommet de Dar es Salaam" en Tanzanie, a déclaré le porte-parole de la présidence Gervais Abahiro, en précisant qu'il serait représenté par son ministre des Affaires étrangères Aimé-Alain Nyamitwe.

Le sommet de la Communauté est-africaine (EAC) est le troisième en moins de deux mois portant sur la crise déclenchée par l'annonce fin avril de la candidature du président Nkurunziza à un troisième mandat jugé anticonstitutionnel par l'opposition. La présidentielle est prévue le 15 juillet. L'EAC réunit Burundi, Tanzanie, Rwanda, Ouganda et Kenya. Le président rwandais Paul Kagame boude aussi le sommet - il sera en Norvège pour un sommet sur l'Education, selon la présidence rwandaise, après avoir déjà ouvertement suggéré à Nkurunziza de quitter le pouvoir. Lundi, Pierre Nkurunziza sera lui en campagne présidentielle en province, en meeting dans les provinces de Mwaro et Gitega (centre), selon d'autres sources présidentielles. La crise politique déclenchée par l'annonce de sa candidature a entraîné une série de violences meurtrières. Un mouvement populaire de contestation a été violemment réprimé par la police. Il a aussi donné lieu à des heurts sanglants avec les jeunes du parti au pouvoir, les Imbonerakure, qualifiés de "milice" par l'ONU. Au moins 70 personnes sont mortes depuis le début de la crise. Et plus de 140.000 Burundais ont fui dans les pays voisins - Rwanda, République démocratique du Congo et Tanzanie - le climat présidentiel déstabilisant. L'EAC avait organisé deux sommets sur la crise. Des putschistes avaient profité du premier le 13 mai, pour tenter un coup d'Etat - avorté - en l'absence de Nkurunziza. Le président burundais avait boycotté le deuxième le 30 mai. Compte tenu de la crise, et du climat d'insécurité dans le pays, l'EAC, comme la quasi-unanimité de la communauté internationale (Union africaine, Union européenne, Etats-Unis, ONU...) réclamait un report des élections générales burundaises, ouvertes le 29 juin par des législatives et communales dont les résultats sont encore attendus. Bujumbura a refusé de reporter les scrutins, arguant d'un risque de vide institutionnel, le mandat de Pierre Nkurunziza s'achevant le 26 août.